



Oyez, oyez braves gens, demoiselles et damoiseaux !

Usagers, agents publics, participez à la transformation de l'action publique !

Le vendredi 13 octobre le ministre de l'Action et des Comptes publics Gérald Darmanin expliquait lors du lancement officiel, par le premier ministre, du Comité action publique 2022 : « *Notre pays change d'ère, nos services publics le doivent aussi* ».

Le comité CAP 2022 est censé mener « *une réflexion sur la transformation ambitieuse de l'action publique* » et remettre un rapport fin mars 2018...

Le programme du comité d'action publique 2022 est d'identifier des « **réformes structurelles et des économies significatives et durables** », sur l'ensemble du champ des administrations publiques. C'est dans ce but que le comité est invité à proposer des « **transferts au secteur privé, voire des abandons de missions**. »

« **Cinq chantiers transversaux de transformation** ».

Ces chantiers porteront sur « *la simplification administrative, l'amélioration de la qualité de service, la transformation numérique, la rénovation du cadre des ressources humaines, l'organisation territoriale des services publics, et la modernisation de la gestion budgétaire et comptable.*»

On peut se poser la question de la composition de ce comité qui comprend 34 « **experts** » triés sur le volet. Personnalités françaises ou étrangères, **banquiers, chefs d'entreprises, économistes et dirigeants de think-tank libéraux, parlementaires, élus locaux, et hauts fonctionnaires.**

Le 24 novembre, le même Ministre de l'Action et des Comptes publics a lancé le Forum de l'Action publique qui vise sur une durée de trois mois à recueillir les avis de tous ceux (fonctionnaires et usagers) qui souhaitent « réinventer le service public » dans le cadre du comité CAP 2022.

Lors de la présentation de ce forum, M DARMANIN tire déjà des conclusions avec des objectifs affichés **déjà annoncés** :

- « *une plus grande qualité de service pour les usagers* » en réalité **une adaptation doctrinale de la finalité de l'État mise au service de l'économie**, relation de confiance, abandon de missions...!
- « *de meilleures conditions de travail pour les agents* » en réalité la **modernisation par le numérique**, la **suppression de 120 000 emplois** de fonctionnaires...!
- « *des économies pour les Français* » en réalité **60 Mds€ d'économies de réduction des dépenses publiques, mais toujours plus d'exonérations et de cadeaux aux entreprises et aux plus riches...!**

Experts patentés, pseudo-démocratie consultative directe au travers d'un forum, la communication macronienne est une fois de plus à l'œuvre alors qu'il serait nécessaire avant tout d'effectuer un état des lieux de l'action publique et le recensement des besoins de la population !

Tout ce «galimatias» pour cautionner l'appauvrissement et la destruction de l'État social et offrir ses missions aux marchés sans jamais se poser la question des dépenses publiques socialement utiles et déjà très contraintes !

À la DGFIP, les suppressions d'emplois, la casse des droits et garanties des agents, la mise en place de «l'État plateforme», les restructurations territoriales et structurelles, l'abandon et le transfert au privé de missions (secteur public local, plan cadastral, fichier foncier, ubérisation de l'accueil du public au travers de plateformes privées dédiées au PAS et de convention de maison de service public avec la Poste...) sont déjà au rendez-vous.

- **La CGT Finances publiques propose d'autres choix et revendique le renforcement et le développement des services publics pour une société fondée sur la cohésion sociale et la solidarité, ce qui nécessite des moyens budgétaires et humains.**
- **Pour la CGT Finances publiques, la réponse à ces politiques ne peut être que collective ! Construisons tous ensemble le rapport de force nécessaire pour arrêter la destruction de notre service public fiscal et foncier !**

Public: [Humeur\(s\)](#)

- [=Δ](#)
- [±Δ](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank